

Avec les Anglais, immigration et mésentente cordiale



Immigration et mésentente cordiale :

C'est maintenant par paquet de mille que chaque semaine des migrants, clandestins en Europe, clandestins en France, tentent de passer la Manche sur des embarcations de fortune pour débarquer en Grande-Bretagne.

Si j'étais un migrant, je chercherais bien sûr à m'infiltrer en Europe ; c'est facile, et j'irais de préférence dans le pays qui m'offre les meilleures « prestations ». Je ne risque pas grand-chose de la part des autorités locales et ce sera toujours mieux que là d'où je viens.

Si j'étais Anglais, j'approuverais M. Johnson qui ne veut pas de tous ces étrangers, et qui demande à la France de bien vouloir garder ou récupérer ceux qu'elle a été incapable

d'empêcher de pénétrer sur son propre territoire.

Mais je suis Français. Voir partir ceux qu'on n'a pas invités ne me chagrine pas. Mais cette réaction primaire passée, je suis obligé d'admettre que les Anglais n'ont pas tort. Même sans les accords du Touquet, le problème serait le même. Nous sommes outrés de leur prétention de nous renvoyer ces clandestins. Je me demande pourquoi. Imaginons que les Polonais et les Allemands laissent passer ceux qui assaillent actuellement la frontière est de l'Europe. Imaginons que ces indésirables parviennent sur le Rhin et cherchent à entrer chez nous. Ne serions-nous pas aussi fondés à demander aux Allemands de les reprendre ? N'est-ce pas ce que nous essayons de faire de façon sporadique avec l'Italie ? Parfois avec l'Espagne ?

On se tord les mains ; que faire ? On découvre soudain qu'on peut interpellier quelques « passeurs » d'où viendrait tout le mal. Ils profitent du trafic, l'organisent et doivent être poursuivis. Mais ils n'en sont pas la cause. Il y a ceux qui pensent que la solution est à chercher à la source, et veulent convaincre que les flux se tariront quand les populations des pays pauvres ne chercheront plus ailleurs ce qu'elles ont chez elles. Il faut donc selon eux aider massivement les pays d'origine, africains surtout. Mais n'est-ce pas ce qu'on fait déjà ? Et qui peut croire que même aidés davantage (à supposer que l'aide ne finisse pas comme souvent dans les poches des dirigeants), leur croissance économique pourra, d'abord équilibrer, puis dépasser leur démographie démente ? Mission impossible !

Je ne vois que trois chemins pour enrayer le tsunami migratoire qui s'intensifie ; car la preuve est faite de l'impuissance de l'Europe, voire de sa complicité que révèlent les missions d'accueil, pas de refoulement, confiées à l'indigente Frontex. Et ces chemins doivent être empruntés simultanément.

D'abord, il faut cesser d'être attractif. Les pays européens doivent supprimer toute aide, toute facilité accordée aux clandestins, dans quelque domaine que ce soit. Il se saura rapidement qu'il n'y a rien à attendre de nous.

Ensuite, il faut que les gouvernements cessent d'être les complices actifs de cette invasion, en supprimant toute subvention publique accordée aux ONG dont c'est le fonds de commerce, et en limitant les secours des marines nationales aux seules vraies détresses maritimes, avec débarquements des victimes sur la côte la plus proche.

Enfin, il faut renvoyer chez eux tous les clandestins. Pour les pays d'origine qui refuseraient de les reprendre, les moyens de pression ne manquent pas : suppression des aides, suspension des transferts de fonds de leurs ressortissants réguliers présents en France, restrictions financières et de mouvement pour les dirigeants. En attendant l'accord des pays d'origine, la mise en camp de rétention peut s'avérer nécessaire.

Tout cela n'excluant pas les contrôles aux frontières comme il est légitime. On peut espérer que si l'exutoire européen disparaît, les pays africains se décideront enfin à instaurer un contrôle des naissances efficaces.

Si tout échoue ou s'avère insuffisant, il nous restera la force ; si nous nous en donnons les moyens.

Mais tout cela, qui nécessitera de tordre le bras à l'UE et de nous donner des règles adaptées à la situation, demande un chef et un gouvernement, soucieux d'abord du sort des Français, et qui tournent le dos à la médiocrité, la faiblesse et l'hypocrisie de nos gouvernants actuels.

Pour l'instant, sur ce sujet, je ne donne pas tort aux Anglais. Le mal est d'abord chez nous.

Général (2S) Roland Dubois